

ARRÊTÉ n° R03-2024-12-27-00002
**portant autorisation environnementale de l'usine de cyanuration de Dieu-Merci et de
ses installations connexes, située sur la commune de Saint-Elie, et exploitée par
Auplata Mining Group**

LE PRÉFET

R03-2024-12-27-00002

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Antoine POUSSIER en qualité de préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté n°R03-2023-04-03-00001 du 3 avril 2023 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté préfectoral n°R03-2022-08-29-00009 du 29 août 2022 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Guyane 2022-2027 ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié, fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur les espèces de faune et de flore sauvage protégées ;

VU l'arrêté ministériel du 25 mars 2015, « fixant la liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection » ;

VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2020 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 30 septembre 2014 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté modifié du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;

VU l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018)

VU l'arrêté préfectoral n°2015-322-0002 du 18 novembre 2015, autorisant la société Auplata à exploiter une usine de cyanuration sur la commune de Saint-Elie, annulé pour caducité par le tribunal administratif de Cayenne le 30 septembre 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n°R03-2021-12-20-00006 du 20 décembre 2021 mettant en demeure la société Auplata de régulariser sa situation administrative, et dans l'attente, édictant les mesures conservatoires encadrant son activité ;

VU la demande du 16 décembre 2022, présentée par Auplata Mining Group dont le siège social est situé Immeuble SIMEG, Zone Industrielle de Dégrad des Cannes, 97354 Rémire-Montjoly, à l'effet d'obtenir la régularisation de l'autorisation d'exploiter une installation de cyanuration située au lieu-dit « Dieu-Merci » et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date de 5 mai 2023, du 19 octobre 2023, du 30 novembre 2023 et du 17 janvier 2024 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 8 avril 2024 ;

VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 19 avril 2024 ;

VU la décision en date du 15 mai 2024 du président du tribunal administratif de Cayenne, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 28 mai 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours consécutifs du 28 juin au 29 juillet 2024 inclus sur le territoire de la commune de Saint-Elie, ainsi qu'à l'annexe de la mairie de Saint-Elie située à Cayenne ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

VU la publication en date du 4 juillet 2024 de cet avis dans un journal local ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de Saint-Elie et Sinnamary ;

VU l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

VU le rapport et les propositions en date du 23 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 11 décembre 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 23 octobre 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations du pétitionnaire en date du 13 novembre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que l'autorisation environnementale vaut autorisation embarquée notamment pour la dérogation espèces protégées et au titre de la loi sur l'eau ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'autorisation environnementale tient lieu de récépissé de déclaration et d'enregistrement d'installations mentionnées aux articles L.512-7 et L.512-8 du code de l'environnement, ainsi que d'absence d'opposition d'activités mentionnées à l'article L.214-3 du même code ;

Considérant que la rubrique associée à l'activité principale des activités de l'usine de cyanuration de Dieu-Merci est la rubrique 3250 « transformation de métaux non ferreux » et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives au BREF NFM ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'industrie des métaux non ferreux ont été établies par la décision d'exécution (UE) n°2016/1032 du 13 juin 2016 ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles décrites dans l'ensemble des documents de références applicables à l'installation ;

Considérant que l'analyse des meilleures techniques disponibles réalisée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé montre que le fonctionnement de l'établissement est cohérent avec le document de référence (BREF NFM) ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement, des observations des collectivités, d'autres organismes, des services déconcentrés de l'État, et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant les mesures prévues par le pétitionnaire sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par l'installation, objet de la demande susvisée ;

Considérant que les dispositions spécifiques du présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques incendie, de la pollution des eaux, des sols, de l'atmosphère et de nuisances sonores sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

Considérant que la demande de dérogation porte sur la perturbation intentionnelle et la destruction de l'habitat de 71 espèces animales protégées et 1 espèce de flore protégée ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que les mesures d'évitement, réduction et compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci a émis ses observations le 13 novembre 2024 ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la secrétaire générale des services de l'État ;

ARRÊTE :

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

Auplata Mining Group (SIRET 33147715800140), dont le siège social est situé Immeuble Simeg, Zone Industrielle de Dégrad des Cannes, 97354 Rémire-Montjoly est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Elie, sur les concessions Dieu-Merci et Renaissance, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Lieux-dits
Saint-Elie	F45	Dieu-Merci, Renaissance et Couriège

La surface totale de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 135,5 ha.

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est comprise au sein du périmètre objet de l'autorisation. Le plan de masse figure en **Annexe 1**.

1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 .

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2510 1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux	Zones d'emprunt de matériaux de type carrière pour la réalisation des travaux projetés	60 000 m³	A
3250 1	Transformation de métaux non ferreux : a) production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques, ou électrolytiques	Procédé hydro-métallurgique (usine 11 cuves) Élution des charbons actifs récupération de l'or par électrolyse	Capacité max de traitement : 25 t/h 210 000 t/an	A
4110 1	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 1. Substances et mélanges solides	Stocks de cyanure de sodium pur solide	10 t	A Seuil bas

4110 2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 1. Substances et mélanges liquides	Solution de NaCN à 22 %	8 t	A Seuil bas
2720 2	Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension) 2. Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes	I. Bassins de rejets gravimétriques historiques II. Bassins contenant les résidus ultimes	I. 1 110 000 m ³ II. 1 500 000 m ³	A
4331 1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Stockage de gasoil : total 206,2 m ³	176 t	E
2515 1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes 1. en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Concassage primaire : 500 kW Broyage secondaire : 430 kW Convoyage : 100 kW Pulvérisation, criblage, nettoyage, usine : 150 kW	1 280 kW	E
2517 1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Surface totale de transit de 20 000 m ²	20 000 m ²	E
2713 1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Aires de stockage de pièces métalliques	3 540 m ²	E
2910 A.2	Installation de combustion	Puissance thermique de l'installation de 7,68 MW	7,68 MW	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
2150 1	Rejet d'eau pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° supérieure ou égale à 20 ha (A)	Surface de projet de 135,5 ha Surfaces des bassins versants interceptés 233 ha Surface totale 368,5 ha	A
3120 1	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A)	Criques Couasse, César Sud-est et autres criquets canalisés sur près de 3000 m linéaires	A
3150	Installations, ouvrages, travaux ou	Superficie des parcs :	A

1	activités dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés ou des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1 ^o destruction de plus de 200 m ² de frayères	César Sud Est 1 : 18 000 m ² César Sud Est 2 : 24 100 m ² César Sud Est 3 : 5 000 m ² Ovide 1 : 44 000 m ² César Sud Est 4 : 170 000 m ² César Sud Est 5 : 30 000 m ²	
3220 1	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1 ^o surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A)	Superficie du périmètre ICPE : 1 355 000 m ²	A
3230 1	Création de plan d'eau permanent ou non : 1 ^o dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A)	Ovide A : 44 000 m ² César Sud Est 5 : 30 000 m ²	A
3310 1	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1 ^o supérieure ou égale à 1 ha (A)	Surface zone humide : 2,4 ha pour les besoins de création de César Sud Est 4	A
1110	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnements de cours d'eau (D)	7 piézomètres préexistants Création de 9 piézomètres 1 forage sanitaire	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4110 (alinéas 1 et 2).

1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3250 relative à la transformation de métaux et alliages non ferreux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF « *NFM Industrie des métaux non ferreux* » de 2016.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

1.4 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : retour à un état naturel forestier.

Dans la phase post-exploitation, la remise en état s'effectuera par :

- l'enlèvement des équipements et le démantèlement des bâtiments et des infrastructures ;
- la démolition des fondations ;
- la réalisation d'un diagnostic pollution ;
- la dépollution des sols qui seraient contaminés ;
- la sécurisation des lieux en vue de ne pas porter atteinte à la santé et la sécurité des personnes ;
- la remise en état des surfaces déboisées, de sorte que le couvert végétal prévienne l'érosion des sols et permettra la reprise naturelle de la végétation ;
- l'élimination des effets sur les eaux superficielles ou souterraines ;
- l'évitement de toute contamination des eaux ;
- la végétalisation du site dans son environnement naturel.

La surveillance environnementale post exploitation sera de 30 ans.

1.5 Garanties financières

1.5.1 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour les rubriques suivantes : **2720 et 2510**.

Installations de stockage de déchets 2720

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation de 12 ans :

Périodes	Surface des stockages pendant la période	Montant de la garantie financière HT	Montant actualisé avec l'indice TP01 de juillet 2024
2024-2028	46 ha		
	(bassin historique gravimétrique n°3, bassins de rejet 1 et 2, Fosse César, parc à résidus décyanurés César Sud-est 1, 2, 3, 4 et 5, Bassin Ovide)	338 848 €	466 932 €
2029-2033	53 ha		
	(bassin historique gravimétrique n°3, bassins de rejet 1 et 2, Fosse César, parc à résidus décyanurés César Sud-est 1, 2, 3, 4 et 5, Bassin Ovide)	385 510 €	531 232 €
2034-2035	53 ha		
	(bassin historique gravimétrique n°3, bassins de rejet 1 et 2, Fosse César, parc à résidus décyanurés César Sud-est 1, 2, 3, 4 et 5, Bassin Ovide)	385 510 €	531 232 €

Carrière d'emprunt 2510

	Surfaces en chantier	Surface des fronts	Coefficient d'actualisation	Montant de la garantie financière HT
2024-2028	1,5 ha	0,1 ha	1,378	77 460 €
2029-2033	1,5 ha	0,1 ha	1,378	77 460 €
2034-2035	1,5 ha	0,1 ha	1,378	77 460 €

Montant total des garanties financières :

	Rubrique 2720	Rubrique 2510	TOTAL
2024-2028	466 932 €	77 460 €	544 392 €
2029-2033	531 232 €	77 460 €	608 692 €
2034-2035	531 232 €	77 460 €	608 692 €

1.5.2 Établissement des garanties financières

Au plus tard trois (3) mois après la signature du présent arrêté, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.6 Implantation

L'installation est implantée à une distance minimale de 35 mètres des limites de l'établissement.

1.7 Documents tenus a la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents

sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normales, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation, mais également de la surveillance des ouvrages (digues).

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Groupe électrogène CIL n°1	1 904 kW	Gazole	Fonctionne en alternance avec le groupe électrogène n°2
Conduit N° 2	Groupe électrogène CIL n°2	1 904 kW	Gazole	Fonctionne en alternance avec le groupe électrogène n°1
Conduit N° 3	Laveur de gaz détox	2 400 m³/h	-	Installation d'abattement des gaz cyanurés connectée aux 3 cuves de décyanuration
Conduit N° 4	Laveur de gaz élution	13 000 m³/h	-	Installation d'abattement des polluants connectée aux équipements suivants : <ul style="list-style-type: none">- installation d'élution- local de fusion du minerai (four de fusion)- équipement de récupération de l'or par électrochimie- régénération thermique
Conduit N° 5	Chaudière	355 kW	Gazole	
Conduit N° 6	Process de régénération physico-chimique des charbons	-	-	Rejet potentiel de HCN Présence d'un capteur fixe HCN de type dragger (seuil d'alerte 5 ppm)

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduits N° 1 à 2	5	0,5	-	25 m/s
Conduit N° 3	11	0,24	2 400	-
Conduit N° 4	9	0,16	13 000	-
Conduit N° 5	9	0,125	-	5 m/s
Conduit N° 6	9	0,09	-	-

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à une teneur en O₂ de 15 % sur gaz sec. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

L'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous :

Paramètre (Concentration mg/Nm ³)	Conduits n°1 et 2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5	Conduit n°6
Poussières, y compris particules fines	20	2	2	30	2
SO ₂	120	48	48	-	48
NO _x en équivalent NO ₂	190	70	70	350	70
CO	250	-	-	-	-
Formaldéhyde	15	-	-	-	-
HCl	-	5	5	-	5
Cl ₂	-	0,5	0,5	-	0,5
NH ₃	-	1	1	-	1
Hg (mercure et ses composés)	-	0,01	0,01	-	0,01
COV	-	-	-	150	-
HCN	-	5	5	-	5

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont accessibles aux fins d'analyse.

La fréquence de l'autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées des groupes électrogènes est biennale, sauf pour les conduits 3 à 6 concernant le paramètre HCN où elle est semestrielle.

2.2.1.2 Émissions diffuses

Le HCN diffus est mesuré au niveau des cuves de l'usine et au sein du parc à résidus. L'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous :

Paramètre	Valeur limite
HCN	5 mg/m ³

La fréquence de l'autosurveillance du paramètre HCN au niveau de l'usine et des parcs à résidus est mensuelle pendant les six premiers mois puis adaptable selon les résultats.

2.2.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets n°1, 2 (groupes électrogènes) et 5 (chaudière) dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Tous les deux ans
O ₂	Tous les deux ans
Poussières	Tous les deux ans
SO ₂	Tous les deux ans
NO _x en équivalent NO ₂	Tous les deux ans
CO	Tous les deux ans
Formaldéhyde	Tous les deux ans

L'exploitant assure une surveillance des rejets n°3 (laveur de gaz détox), n°4 (laveur de gaz élution) et n°6 (process de régénération des charbons) dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Une fois par an
O ₂	Une fois par an
Poussières	En continu ou selon une périodicité plus fréquente

SO ₂	Une fois par an
HCN (acide cyanhydrique)	Mensuelle pendant les six premiers mois puis adaptable selon les résultats
Chlorures d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimé en HCl)	Une fois par an
NH ₃	Une fois par an
NO _x en équivalent NO ₂	Une fois par an
Cl ₂	Une fois par an
Hg (mercure et ses composés)	Une fois par an

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées régulièrement et au moins une fois par an les résultats de la surveillance des émissions.

2.4 Dispositions spécifiques applicables en cas d'épisodes de pollutions accidentelles

En cas de dépassement d'une mesure dans un des conduits, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour l'arrêt de la pollution, et si nécessaire déclenche l'évacuation de la zone concernée.

En cas de dépassement de HCN diffus, l'exploitant prend les dispositions décrites dans sa procédure d'urgence (paragraphe 2.5 de la partie 8 de l'étude de dangers).

3 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Coordonnées du point de prélèvement En RGFG95 / UTM 22N	Prélèvement maximal
Bassin César Sud Est 5	Circuit fermé	248840 529080	Eau de recyclage
Bassins d'eau claire Ovide	Appoint eau neuve	148050 529050	500 m ³ /jour

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Coordonnées (RGFG95 / UTM 22N)	Volume de prélèvement autorisé
Forage sanitaire (hors consommation eau potable)	249120 528955	4 000 m ³ /an

Aucun prélèvement n'est autorisé dans les cours d'eau. L'ensemble de l'eau nécessaire au fonctionnement de l'installation est pompé au sein des différents bassins du système de décantation. Les installations de pompage sont munies de dispositifs de mesures totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé de manière journalière et les résultats sont portés sur un registre consultable par l'inspection des installations classées.

Tout assèchement de cours d'eau est interdit.

Conformément à la réglementation en vigueur (Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement), le forage est implanté à plus de :

- 200 mètres des décharges et installations de stockage de déchets ménagers ou industriels ;
- 35 mètres des ouvrages d'assainissement collectif ou non collectif, des canalisations d'eaux usées ou transportant des matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ;
- 35 mètres des stockages d'hydrocarbures, de produits chimiques, de produits phytosanitaires ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux exclusivement pluviales, non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (exemple : eaux de vidange des rétentions) ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ;
- les eaux polluées :
 - les eaux de procédé de lixiviation : eaux du process de lixiviation, eaux et effluents issus du process de régénération des charbons actifs, effluents et eaux issus du procédé d'élution, purges des laveurs de gaz, eaux de lavage des sols, purges de la chaudière... ;
 - les eaux du procédé de l'installation gravimétrique ;
- les eaux résiduelles après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur ou avant dilution avec des eaux d'une autre catégorie ;
 - les eaux issues des bassins à résidus gravimétriques historiques (bassin de rejet gravitaire B3) ;
 - les eaux des bassins de rejets gravitaire Bassin 1 et Bassin 2 ;
 - les eaux issues des bassins de stockage des résidus décyanurés ;
- les eaux domestiques

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées RGFG95 / UTM 22N	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Point N°1	249000 529095	Eaux de sortie des parcs à résidus décyanurés César	Milieu naturel (par pompage	Crique Dieu Merci FRKR3080

	(sortie du bassin CSE5)	Sud-Est	uniquement)	
Point N°2	248735 529215 (sortie du bassin pluvial Ovide)	Eaux de sortie du bassin Ovide	Milieu naturel	
Point N°3	249330 529100 (sortie périmètre ICPE)	Rejet du site au niveau de la crique Dieu Merci aval	Milieu naturel	
Point N°4	(sortie périmètre ICPE)	Eaux pluviales des fossés de colature	Milieu naturel	
Point N°5	246700 528710 (sortie de périmètre ICPE)	Eaux pluviales du bassin B3 (Couriège)	Milieu naturel	

Point de rejet interne à l'établissement	N° : A
Situation du point de prélèvement	Sortie d'usine vers le parc César Sud Est
Nature des effluents	Effluent en sortie du process de décyanuration SO ₂ /air de CIL: pulpe décyanurée (phase liquide + phase solide)
Exutoire du rejet	Bassins à résidus décyanurés César Sud Est
Traitement avant rejet	Process de décyanuration SO ₂ /air (3 cuves de traitement en série) + épaisseur
Conditions de raccordement	Rejet par pompage Si les paramètres humidité et teneur en cyanure totaux ne sont pas satisfaisants, le transfert des résidus vers les parcs est suspendu (retour de l'effluent en tête de process de décyanuration)
Autres dispositions	Débits et concentrations de cyanures facilement libérables contrôlés tous les jours et enregistrés

Aucun rejet dans le milieu naturel n'est autorisé sans traitement préalable pour les eaux autres que celles exclusivement pluviales.

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

À ce titre, le pétitionnaire fournit, pour visa, dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté un rapport présentant les mesures proposées afin d'éviter / réduire les incidences sur l'hydromorphologie de la crique et l'érosion des berges au point de rejet au regard des débits rejetés et des débits des cours d'eau concernés.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 modifié susvisé.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet référencés n°1 à 5 :

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Débit maximal journalier : 2 000 m³/j pour le rejet n°1 et 30 000 m³/j pour le rejet n°2
- Débit maximal journalier en moyenne mensuelle : 2 000 m³/j pour le rejet n°1 et 15 000 m³/j pour les rejets n°2 à 5
- Débit maximum horaire : 500 m³/h pour le rejet n°1 et 1 500 m³/h pour les rejets n°2 à 5

Dans tous les cas, la valeur du débit de rejet ne peut excéder 25 % de la valeur du débit de la crique dans laquelle le rejet est effectué.

Paramètre	Code SANDRE	Rejets 1 à 5	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
DCO	381	125	33
DBO5	1313	30	8
MES	7	35	9
Phosphore total	1350	10	3
Azote total	1551	30	8
Hydrocarbures totaux	7009	10	3
Mercure	1387	0,05	0,01
Arsenic	1369	0,05	0,01
Cyanures totaux	1390	0,1	0,2
Manganèse et composés Mn	1394	1	-
Indice phénols	1440	0,3	-
Fer, aluminium et composés (Fe +Al)	7714	5	-
Fluor et composés en F		15	-
Cadmium et ses composés	1388	0,2	-
Plomb et ses composés	1382	0,2	-
AOX et EOX	1106	1	0,3
Nickel et ses composés	1386	0,5	-
Chrome dissout	1389	0,5	-
Cuivre dissous	1392	0,5	-

Zinc dissous	1383	2	-
--------------	------	---	---

3.3.2 Rejets internes

Point de rejet référencé A.

- Température maximale : 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 9,5

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°A (Concentration en moyenne journalière)
Humidité	6104	50 %
Cyanures facilement libérables	1390	5 ppm

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des rejets d'eau

Fréquence et modalité de surveillance de la qualité du rejet aqueux interne au point A :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de mesure
Débit	Continu par sonde/compteur	Continue
pH	Continu par sonde	Continue
Cyanures facilement libérables	Journalier	Journalier sur 24h moyen
Humidité	Journalier	Journalier sur 24h moyen

Un enregistrement des mesures quotidiennes permet de disposer de l'évolution des teneurs en cyanures dans le bassin en tout temps. La périodicité de mesure du paramètre cyanures facilement libérables est journalière. L'exploitant transmet à l'inspection au plus tard le 15 du mois suivant les données de surveillance du contrôle interne du bassin.

Fréquence et modalité de surveillance de la qualité des rejets aqueux externes aux points de rejet 1 à 5 :

Paramètre	Type de suivi	Périodicité de mesure
Débit	Continu par sonde/compteur	Continue
pH	journalier	Journalier sur 24h moyen
Cyanures totaux	Journalier	Journalier sur 24h moyen
Humidité	Journalier	Journalier sur 24h moyen

3.4.2 Contrôle des rejets d'eau

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
A ; 1 à 5	Débit		continue	mensuelle
A ; 1 à 5	pH	1302	Sur 24h moyen	mensuelle
A ; 1 à 5	Cyanures totaux	1390	Sur 24h moyen	mensuelle

A	humidité	6104	Sur 24h moyen	mensuelle
1 à 5	Conductivité	1303	Sur 24h moyen	mensuelle
1 à 5	Matières en suspension totales	1305	Sur 24h moyen	mensuelle
1 à 5	DCO	1314	hebdomadaire	mensuelle
1 à 5	DBO5	1313	hebdomadaire	mensuelle
1 à 5	Phosphore total	1350	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Azote global	1551	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Indice phénols	1440	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Manganèse et composés en Mn	1394	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Fer, aluminium et composés en (Fe+Al)	7714	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 1760	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Hydrocarbures totaux	7009	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Fluor et composés (en F) (dont fluorures)		mensuelle	mensuelle
1 à 5	Cadmium et ses composés	1388	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Plomb et ses composés	1382	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Mercuré et ses composés	1387	hebdomadaire	mensuelle
1 à 5	Nickel et ses composés	1386	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Arsenic et ses composés	1369	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Cuivre dissous	1392	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Zinc dissous	1383	mensuelle	mensuelle
1 à 5	Acrylamide	1457	mensuelle	mensuelle

L'exploitant transmet à l'inspection au plus tard le 15 du mois m les données de la surveillance des rejets internes du mois m-1.

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté, masse d'eau
PZ1	amont	<p>Superficiel</p> <p>Masses d'eau concernées :</p> <p>FRKR3098 crique Loupé</p> <p>FRKR3080 crique Leblond et petit Leblond</p>
PZ2	In situ	
PZ3	In situ	
PZ4	In situ	
PZ5	In situ	
PZ6	In situ	
PZ7	In situ	
PZ8	aval	

PZ9	aval	

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en **Annexe 1**.

Le bilan hydrique des parcs à résidus sera actualisé et mis en cohérence annuellement au regard des données terrains acquises et des suivis de process (volumes exacts pompés pour alimenter le circuit fermé de l'usine, volumes exacts de la fraction liquide des résidus introduits dans le bassin et volumes exacts rejetés par pompage). Le bilan hydrique théorique de l'ensemble du site sera actualisé annuellement sur la base des données terrain acquises.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Point de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Mercurie	1387	Tous les piézomètres du réseau de surveillance	Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Arsenic	1369	Tous les piézomètres du réseau de surveillance	Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Cyanures totaux	1390	Tous les piézomètres du réseau de surveillance	Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	Tous les piézomètres du réseau de surveillance	Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Conductivité	1303	Tous les piézomètres du réseau de surveillance	Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle

3.5.2 Surveillance des sols

L'exploitant doit procéder à la caractérisation physico-chimique et géotechnique des rejets gravimétriques et des résidus décyanurés produits afin de vérifier leur conformité aux prévisions développées dans le plan de gestion des déchets.

3.5.3 Surveillance des eaux de surface

L'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux de surface dans les conditions suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Points de mesures	Fréquence
Débit		Points 10, 12, 13, 14 et 15 du rapport Hydreco présenté dans le dossier et présenté en Annexe 2	Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
pH	1302		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Cyanures totaux	1390		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Hydrocarbures totaux	7009		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Conductivité	1303		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle

Matières en suspension totales	1305		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
DCO	1314		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
DBO5	1313		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Phosphore total	1350		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Azote global	1551		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle
Conductivité	1303		Trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle

3.5.4 Pollution accidentelle

En cas de dépassement d'une mesure d'un des paramètres de rejet, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour l'arrêt de la pollution, et prévient sans délai l'inspection des installations classées.

3.6 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

Aucun prélèvement n'est autorisé dans les cours d'eau.

4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES et mesures d'évitement, de réduction et de compensation

4.3 Dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés

4.3.1 Nature de la dérogation

La société Auplata Mining Group est autorisée à déroger aux interdictions ci-dessous :

– destruction de spécimens d'espèces animales protégées : Tamanoir (*Myrmecophaga tridactyla*), Saki à face pâle (*Pithecia pithecia*), Atèle (*Ateles paniscus*), Jaguar (*Panthera onca*), Puma (*Puma concolor*), Ocelot (*Leopardus pardalis*), Bec-en-croc de Temmick (*Chondrohierax uncinatus*), Buse cendrée (*Buteo nitidus*), Buse urubu (*Buteogallus urubitinga*), Buse à face noire (*Leucopternis melanops*), Harpage bidenté (*Harpagus bidentatus*), Milan Bleuâtre (*Ictinia plumbea*), Grand urubu (*Cathartes melambrotus*), Onoré rayé (*Trigisoma lineatum*), Martinet de Cayenne (*Panyptilla cayennensis*), Caracara à gorge rouge (*Ibycter americanus*), Carnifex barré (*Micrastur ruficollis*), Faucon des chauves-souris (*Falco ruficularis*), Chevêchette d'Amazonie (*Glaucidium hardyi*), Duc à aigrette (*Lophotrix cristata*), Petit-duc de Watson (*Megascops watsoni*), Chouette à lunette (*Pulsatrix perspicillata*), Chouette huhul (*Ciccaba huhula*), Ara rouge (*Ara macao*), Ara Chloroptère (*Ara chloropterus*), Râle grêle (*Laterallus exilis*), Râle kiolo (*Anurolimnas viridis*), Ariane à gorge rousse (*Hylocharis sapphirina*), Hirondelle à ceinture blanche (*Atticora fasciata*), Jacamar à ventre blanc (*Galbula leucogastra*), Grisin spodiopile (*Euchrepomis spodiopila*), Grimpar lancéolé (*Lepidocolaptes albolineatus*), Grimpar barré (*Dendrocolaptes certhia*), Scédure à bec court (*Scelerus ruficularis*), Microbate à collier (*Microbates collaris*), Microbate à long bec (*Ramphocaenus melanurus*), Granatelle de Pelzel (*Granatellus pelzelni*), Tohi silencieux (*Arremon taciturnus*),

Bécarde du Suriname (*Pachyramphus surinamus*), Lamprospize à bec rouge (*Lamprospiza melanoleuca*), Troglodyte bambla (*Microcerculus bambla*), Viréon à calotte rousse (*Thunichornis ochraeiceps*), Platyrhynque à tête d'or (*Platyrhynchus coronatus*), Platyrhynque à cimier orange (*Platyrhynchus saturatus*), Tyranneau à miroir (*Tolmomyias assimilis*), Microtyran à queue courte (*Myiornis ecaudatus*), Microtyran bifascié (*Lophotriccus vitiensis*), Tyranneau minute (*Ornithion inerme*), Tyran grisâtre (*Rhytipterna simplex*), Tyran à gorge rayée (*Myiozetetes luteiventris*), Tyran des palmiers (*Tyrannopsis sulphurea*), Tyran olivâtre (*Myiarchus tuberculifer*), Piprite verdin (*Piprites chloris*), Barbichon rougequeue (*Terenotriccus erythrus*), Buse blanche (*Pseudastur albicollis*), Buse à queue courte (*Buteo brachyurus*), Colibri topaze (*Topaza pella*), Carnifex ardoisé (*Micrastur mirandollei*), Tamatia pie (*Notharchus tectus*), Tangara à huppe ignée (*Loriotus cristatus*), Tangara à épaulettes blanches (*Loriotus luctuosus*), Calliste syacou (*Ixothraupis punctata*), Milan bleuâtre (*Ictinia plumbea*), Harge bidenté (*Harpagus bidentatus*), Canard musqué (*Cairinia moschata*), Chevalier solitaire (*Tringa solitaria*), Hirondelle rustique (*Hirundo rustica*), Tyran tacheté (*Empidonomus varius*), Héron garde-boeufs (*Bubulcus ibis*), Héron coiffé (*Pilherodius pileatus*), Tyran des savanes (*Tyrannus savana*), Boa canin (*Corralus caninus*),

– destruction de spécimens d'espèces de flore protégée : *Habenaria longicauda* (Orchidaceae)

– destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées pour le tamanoir (*Myrmecophaga tridactyla*), Saki à face pâle (*Pithecia pithecia*), Atèle (*Ateles paniscus*)

La présente dérogation s'applique sur la zone du projet délimitée sur la carte en **Annexe 1** situé sur la commune de Saint-Elie.

Le maître d'ouvrage engage sa responsabilité et s'assure que tous les travaux sont entrepris tels que définis dans le dossier de dérogation et dans les notes complémentaires dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'atténuation des impacts sur le milieu naturel détaillé, ci-après, conformément au dossier de demande de dérogation présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale unique.

Tout au long de la phase de travaux, le chantier est organisé selon une ingénierie environnementale, sous la conduite d'un coordinateur environnemental, définissant le planning et les choix techniques les mieux adaptés aux enjeux écologiques, prévoyant une sensibilisation du personnel et un balisage des zones sensibles (espèces végétales protégées et patrimoniales). Ces consignes seront formalisées dans un registre tenu à la disposition des autorités de contrôle ainsi que dans les cahiers des charges des travaux.

4.3.2 Mesures d'atténuation

Mesures d'évitement

M.E.02 : Conservation des milieux favorables à la Moucherolle fasciée et aux autres espèces protégées des milieux ouverts

En dehors de la zone accueillant le bassin César Sud Est 4, les zones d'habitats secondarisés propices à la Moucherolle fasciée et autres espèces à enjeux des milieux ouverts et des lisières sont conservées. Les faciès d'habitats occupés par les taxons à enjeux sont repérés et ciblés pour la préservation (**Annexe 3**).

M.E.03 : Conservation des affleurements favorables à la nidification des colonies d'Hirondelles à ceinture blanche *Atticora fasciata*

Les zones occupées par les colonies locales d'Hirondelle à ceinture blanche (*Atticora fasciata*) sont entièrement épargnées de toute destruction et de tout dérangement. Les zones de quiétude à proximité des colonies sont également évitées au même titre que les principales zones d'alimentation des individus (à l'exception faite des barranques elles-mêmes qui doivent être réhabilitées). Par ailleurs, toutes discontinuités sur les couloirs de passage sont à proscrire (**Annexe 4**). Le pétitionnaire met en place un suivi de la colonie d'Hirondelles à ceinture blanche *Atticora fasciata* pour s'assurer de l'efficacité de la mesure selon un protocole scientifique de suivi proposé dans un délai de quatre mois à compter de la signature de l'arrêté au service PEB de la DGTM et pour une durée de 10 années.

Mesures de réduction

M.R.01 : Préservation des îlots forestiers existants

Afin d'éviter la destruction des zones boisées du site et pour préserver les espèces protégées qui y sont associées, le pétitionnaire maintient plusieurs îlots forestiers abritant plusieurs espèces à enjeux en leur cœur et sur leurs lisières. Cette mesure s'applique aux zones se trouvant en dehors du périmètre du bassin nouvellement construit, où ces boisements seront inévitablement détruits. Un suivi de la fonctionnalité de ces îlots forestiers est mis en place par le pétitionnaire, qui propose dans un délai de quatre mois à compter de la signature de l'arrêté un protocole scientifique incluant des propositions d'indicateurs chiffrés de suivi au service PEB de la DGTM sur une durée de 5 années.

M.R.03 : Intervention sur le milieu naturel à des périodes adaptées aux actions

Les différentes phases de travaux sont réalisées à des périodes de l'année où elles sont le moins impactantes pour les écosystèmes, de sorte à minimiser les incidences sur les espèces. Le défrichement est effectué en saison sèche pour éviter les impacts sur les amphibiens en reproduction et sur les habitats. La réhabilitation des criques est également réalisée en saison sèche lors de laquelle les débits sont les plus faibles pour permettre une implantation optimale des plantes aquatiques utilisées. La translocation des espèces végétales terrestre se fait, elle en saison des pluies afin d'en favoriser la reprise.

M.R.04 : Définir des zones de quiétude pour la grande faune et mieux cibler la surveillance de l'activité de chasse sur le site

Le pétitionnaire renforce le rôle de « zone refuge » du site de Dieu-Merci pour certaines espèces chassables en sanctuarisant certaines zones forestières et en sensibilisant les agents de sécurité à la thématique de la chasse. Ces zones de quiétude forestières au sein de l'emprise des concessions minières sont totalement interdites à toute activité humaine. Elles ne pourront être ni exploitées, ni fréquentées et se situeront en dehors de tout axe de circulation. Toutes sources de pollution qu'elles soient sonores ou lumineuses sont prosrites. Des rapports circonstanciés, illustrés de prise de vue par pièges photographiques sont transmis au service PEB de la DGTM et à l'OFB tous les 31 mars de chaque année. Le pétitionnaire est par ailleurs tenu de mener des campagnes de plantation d'espèces végétales entre les différents boisements du site pour assurer une continuité écologique entre ces derniers et permettre la circulation de la faune via des corridors écologiques.

Un suivi annuel des surfaces revégétalisées est également proposé (individus replantés, espèces se développant de façon spontanée) et transmis tous les 31 mars de chaque année au service PEB de la DGTM

M.R.05 : Modification de l'éclairage nocturne sur les infrastructures du site

Le pétitionnaire réduit les impacts de l'éclairage nocturne sur les espèces animales et leur cycle biologique en modifiant l'orientation des éclairages et les ampoules utilisées sur le site de Dieu-Merci. Des ampoules ou LEDs émettant une lumière chaude (jaune-orange-rouge) sont utilisées. Les lampadaires dirigent leur lumière vers le sol. Les sources de lumière sont orientées vers les bâtiments et non vers les zones naturelles.

Un suivi standardisé du nombre d'insectes présents sur des unités de surface d'un mètre carré situées au pied des éclairages du site, avant et après leur modification, est effectué afin de quantifier l'efficacité de cette mesure. Un rapport est transmis au service PEB de la DGTM sur la base de cette analyse scientifique dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'arrêté.

M.R.06 : Piquetage de la limite du périmètre ICPE au sud du futur bassin César Sud Est 4

La zone d'emprise du projet sur laquelle les aménagements seront réalisés devra être balisée pour éviter tout dommage supplémentaire sur les habitats attenants au périmètre ICPE et sur la faune qu'ils abritent. Des repères permanents (piquets) sont installés et positionnés par un géomètre avant le début de la phase de travaux. Les piquets sont reliés entre eux par une corde et espacés d'une distance raisonnable.

Mesures de compensation

M.C.01 : Restauration écologique des milieux aquatiques

La mesure consiste en la création d'une mosaïque d'habitats pour la faune benthique au sein du lit mineur afin d'améliorer la fonctionnalité et l'état écologique des lits mineurs des criques Ceïde et Loupé situées en aval de l'ICPE au sein du titre minier ainsi qu'une réhabilitation complète des barranques présentes au sein du site.

Pour la restauration écologique des lits mineurs des criques Ceïde et Loupé ainsi que pour les barranques présentes au sein du site, un travail sur le substrat, la reconstitution de microhabitats benthiques, de radiers, de zones rocheuses et sableuses est attendu afin de créer plusieurs profils hydromorphologiques par des disparités de vitesses d'écoulement, de profondeurs, etc pour recréer un milieu aquatique adapté au site et aux criques forestières alentours non impactées.

Une plantation d'espèces est également effectuée sur les secteurs dégradés, ou toute berge considérée trop dénudée et dont le renfort de la végétation viendrait diminuer les niveaux de turbidité associés aux événements météorologiques.

Le linéaire global concerné correspond à 7,5 km, la crique Loupé présentant des potentialités d'amélioration de potentiel écologique sur certains secteurs est concernée à hauteur de 2,5 km. La crique Céïdé, elle, bénéficie des mesures de gestion/aménagement précédemment mentionnées sur 5 km linéaires. Pour ces deux cours d'eau, l'exploitant propose dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté une cartographie des zones exactes vouées à la réhabilitation qui devront obligatoirement être des tronçons continus des cours d'eau préalablement cités, en se basant notamment sur la cartographie proposée en **Annexe 6**.

Pour ce qui est des barranques, l'exploitant propose dans un délai de 4 mois à compter de la signature du présent arrêté une cartographie des barranques présentes au sein du site et qui sont donc concernées par la présente mesure en se basant notamment sur la cartographie proposée en **Annexe 6**.

Le pétitionnaire propose un protocole scientifique (incluant des propositions d'indicateurs chiffrés détaillés) de mise en œuvre de cette réhabilitation (criques Ceïde et Loupé ainsi que barranques du site) ainsi qu'un protocole de suivi dans un délai de six mois à compter de la signature de l'arrêté au service PEB de la DGTM.

Des mesures de gestion sont appliquées : arrachages des espèces exotiques envahissantes ou bloquantes pour la régénération.

Pour la réhabilitation des berges et zones humides impactées, un suivi des surfaces revégétalisées est également proposé et doit concerner :

- suivi de la végétation (individus replantés, espèces se développant de façon spontanée dont les espèces exotiques envahissantes)
- suivi de la fréquentation des ponts végétalisés par la faune via la pose de pièges photographiques
- le suivi aura lieu tous les ans pendant 5 ans, puis tous les deux ans de T+5 à T+15 et enfin, tous les 5 ans de T+15 à T+30
- création d'un tableau détaillé des mesures de gestions appliquées

À l'issue, le porteur de projet transmet annuellement un bilan des travaux de restauration effectués.

Les milieux aquatiques concernés se verront a minima appliqués un suivi des macro invertébrés benthiques, en particulier les Ephéméroptères, par l'application de la méthode SMEG produisant l'indice du score moyen des Ephéméroptères de Guyane, et IBGN, indices biologique fiable en Guyane pour caractériser l'état écologique des cours d'eau. Un suivi ichtyofaune est également mis en place. Par ailleurs un suivi physico-chimique des zones réhabilités est également proposé par l'exploitant.

M.C.02 : Restauration et/ou création de continuités forestières sur les criques Dieu-Merci et Loupé pour l'Atèle, le Saki à face pâle, des oiseaux forestiers et amphibiens

Le pétitionnaire s'engage à planter des essences forestières à proximité des berges des criques Dieu-merci et Loupé afin de créer des passages pour la faune via la végétation :

- les individus plantés sont d'âges différents pour assurer un couvert végétal multistraté et ainsi permettre la circulation des différents groupes faunistiques
- les espèces plantées sont exclusivement des espèces arborées indigènes et caractéristiques des formations végétales de ripisylve
- les individus plantés sont prélevés dans les milieux avoisinant le site, ou des graines d'espèces cibles sont prélevées puis mises en pépinière pour respecter au maximum le patrimoine génétique des populations
- la plantation d'essences présentant un taux de formation de cavités important sont favorisées, permettant à terme de créer des gîtes pour chauves-souris et/ou des sites de nidification pour l'avifaune cavicole.

Les sites sélectionnés doivent présenter les caractéristiques abiotiques nécessaires à la création des habitats ciblés. L'exploitant propose dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté la cartographie exacte des surfaces concernées par cette mesure. Des mesures de gestion sont être appliquées notamment en ce qui concerne l'arrachage des espèces exotiques envahissantes ou bloquantes pour la régénération.

Le pétitionnaire propose un protocole scientifique détaillé (incluant des propositions d'indicateurs chiffrés) de mise en œuvre de cette restauration dans un délai de quatre mois à

compter de la signature de l'arrêté au service PEB de la DGTM, celui – ci devra contenir un état initial de la végétation présentes au droit des zones à restaurer ainsi que le protocole complet proposé et les cartographies exactes des zones compensatoires .

Un suivi des surfaces revégétalisées est également proposé et doit concerner :

- suivi de la végétation (individus replantés, espèces se développant de façon spontanée dont les espèces exotiques envahissantes)
- suivi de la fréquentation des ponts végétalisés par la faune via la pose de pièges photographiques
- le suivi aura lieu tous les ans pendant 5 ans, puis tous les deux ans de T+5 à T+15 et enfin, tous les 5 ans de T+15 à T+30
- création d'un tableau détaillé des mesures de gestions appliquées

Mesures d'accompagnement

M.A.01 : Accompagnement par un écologue pour le défrichement sur la zone du futur bassin César sud-est 4

Afin de réduire l'impact des sessions de défrichement du bassin nouvellement créé sur les écosystèmes un ensemble de « bonnes pratiques » et la surveillance / translocation des espèces pendant les opérations est effectuée. L'écologue est chargé de la sensibilisation du personnel chargé du défrichement, l'observation des pratiques réalisés et leur rectification en temps réel si nécessaire, la translocation éventuelle de certains individus et le contrôle du respect de la législation en la matière, ainsi que du périmètre du projet et des mesures d'évitement et de réduction. Le suivi des opérations lors de la phase de défrichement est formalisé par la rédaction d'un compte rendu faisant état du suivi complet de l'évolution des communautés animales et végétales au cours du défrichement. Ce rapport est transmis au service instructeur dès l'issue de la phase de défriche.

M.A.02 : Création de continuités forestières sur l'exploitation

Le pétitionnaire est tenu de mener des campagnes de plantation d'espèces végétales entre les différents boisements du site pour assurer une continuité écologique entre ces derniers et permettre la circulation de la faune via des corridors écologiques. Les lisières nord, sud, est et ouest du site sont connectées.

- Les individus plantés sont d'âges différents pour assurer un couvert végétal multi-strate.
- Les individus plantés sont prélevés dans les milieux avoisinant le site ou des graines d'espèces cibles sont prélevées puis mises en pépinière pour respecter au maximum le patrimoine génétique des populations.
- Les espèces plantées sont exclusivement des espèces indigènes et caractéristiques du milieu (forêt secondaire évoluant vers une « forêt des collines irrégulières » selon la classification ONF) comme mentionné en page 361 du dossier de dérogation espèces protégées.

La surface à revégétaliser est d'environ 30 ha. Une deuxième session de végétalisation est à réaliser une fois la végétation secondaire installée avec des espèces caractéristiques du stade mature de la « forêt des collines irrégulières ». Les Sites sélectionnés présentent les caractéristiques abiotiques nécessaires à l'implantation de l'habitat de « forêt des collines irrégulières ».

Des mesures de gestion sont appliquées : arrachages des espèces exotiques envahissantes ou bloquantes pour la régénération.

Le pétitionnaire propose un protocole scientifique détaillé (incluant des indicateurs chiffrés) de mise en œuvre de cette restauration dans un délai de trois mois à compter de la signature

de l'arrêté au service PEB de la DGTM, celui-ci devra contenir un état initial de la végétation présentes au droit des zones à restaurer ainsi que le protocole complet proposé.

Un suivi des surfaces revégétalisées est également proposé et doit concerner :

- suivi de la végétation (individus replantés, espèces se développant de façon spontanée dont les espèces exotiques envahissantes)
- suivi de la fréquentation des ponts végétalisés par la faune via la pose de pièges photographiques
- le suivi aura lieu tous les ans pendant 5 ans, puis tous les deux ans de T+5 à T+15 et enfin, tous les 5 ans de T+15 à T+30
- création d'un tableau détaillé des mesures de gestions appliquées

M.A.05 : Recherche ciblée de la Granatelle de Pelzeln

Pour s'assurer du maintien des populations à l'échelle locale de la Granatelle de Pelzeln et comprendre l'écologie et les dynamiques de cette population, trouvée dans l'aire d'étude rapprochée, un suivi de cette espèce est réalisé sur le site de Dieu-Merci. Deux fois par an en saison sèche et en saison des pluies, un écologue devra effectuer un suivi des populations sur la zone pour :

- tenter de relocaliser l'espèce et trouver des zones de présence permanente.
- connaître les tailles et les densités des populations de l'espèce sur le site de Dieu-Merci
- préciser l'écologie des espèces : habitats occupés, paramètres biotiques et abiotiques conditionnant la présence des oiseaux à un endroit donné, recherche de preuve de reproduction (nids et jeunes) et description des paramètres de la nidification le cas échéant, autres éléments d'écologie (alimentation, comportement, déplacements, etc.)
- étudier les dynamiques de populations sur le site pour s'assurer qu'aucune régression n'est en cours.
- le suivi aura lieu tous les ans pendant 5 ans, puis tous les deux ans de T+5 à T+15 et enfin, tous les 5 ans de T+15 à T+30

Chaque année un rapport est transmis au service PEB de la DGTM.

M.A.06 : Amélioration des connaissances relatives aux populations de Jacamar à ventre blanc

Pour s'assurer du maintien des populations du Jacamar à ventre blanc et comprendre l'écologie et les dynamiques de cette population d'espèce à enjeu concerné par des impacts résiduels sur le site de Dieu-Merci, un écologue réalise un suivi des populations sur la zone au moins deux fois par an en saison sèche et en saison des pluies afin de :

- connaître les tailles et les densités des populations du Jacamar à ventre blanc sur le site
- Préciser l'écologie de l'espèce : habitats occupés, paramètres biotiques et abiotiques conditionnant la présence des oiseaux à un endroit donné, recherche de preuves de reproduction (nids et jeunes) et description des paramètres de la nidification le cas échéant, autres éléments d'écologie (alimentation, comportement, déplacements, etc.) ;
- Étudier les dynamiques de populations sur les sites pour s'assurer qu'aucune régression n'est en cours.

Le suivi sera réalisé au sein des zones cartographiées correspondant aux habitats potentiels de l'espèce (**Annexe 7**)

- le suivi aura lieu tous les ans pendant 5 ans, puis tous les deux ans de T+5 à T+15 et enfin, tous les 5 ans de T+15 à T+30

Chaque année un rapport est transmis au service PEB de la DGTM.

M.A.07 : Formalisation d'une charte de gestion et surveillance environnementale sur l'ensemble des concessions Dieu-merci

AMG met en place des actions de patrouilles visant à protéger l'intégrité du terrain d'AMG contre le braconnage, la cueillette d'espèces menacées ou le vol et l'orpaillage illégal. Une équipe de gardiennage sera présente 7 jours sur 7 sur l'ensemble de la concession soit 12700 ha et sera chargé de constater toute infraction et ainsi en avertir les forces de l'ordre. Un suivi de la grande faune est mis en place tous les 3 ans par le biais du protocole IKA – d'indice kilométrique d'abondance notamment le long des pistes et complété par des suivis par pièges photographiques sur des corridors. Ce protocole est appliqué tous les trois ans pendant 12 ans et l'ensemble des données retransmises au service PEB de la DGTM. 8 000 000 euros d'euros sont destinés à la réalisation de cette mesure.

M.C.03 : Financement d'un espace protégé pour la mise en place d'actions bénéfiques à l'acquisition de connaissances et à la protection du patrimoine naturel en contexte forestier Guyanais

Un soutien financier à hauteur de 500 000 euros est apporté à la réserve de la Trinité afin d'accroître sur le terrain la prospection de cet espace boisé de 77 000 ha protégé soumis à une pression anthropique illégale (orpaillage).

Ces fonds sont dédiés à de l'acquisition de connaissance sur le territoire de la réserve par le biais de campagne d'investigation, de déploiement d'un protocole d'évaluation des densités de serpents pour une meilleure évaluation des niveaux d'impact dans tout projet entraînant une défriche.

Le cahier des charges de la convention est transmis dans un délai d'un mois à compter de la signature de l'arrêté au service PEB de la DGTM. La convention avec le gestionnaire de la Réserve de la Trinité est signée dans un délai de six mois.

Mesure de suivi

M.S.01 : Des suivis sont réalisés pour chaque mesure ERC ciblant une ou plusieurs espèces protégées.

Chaque suivi sont réalisés à raison d'un passage tous les ans de T0 à T+5, tous les 2 ans de T+5 à T+15 puis tous les 5 ans de T+15 à T+30.

Certains suivis concernent des populations spécifiques d'espèces protégées notamment d'avifaune et de mammifère.

Pour l'avifaune :

Les suivis sont réalisés en phase de construction, d'exploitation et post-exploitation afin de pouvoir déterminer les incidences réelles du projet sur les espèces protégées détectées lors de l'étude d'impact, s'assurer que les mesures ERC fonctionnent et identifier les modifications dans les peuplements d'oiseaux en réponse aux changements qui s'opéreront.

Afin de répondre à ces trois objectifs 3 types de prospection sont mises en œuvre :

- recherche ciblée d'espèces à enjeux modérés à forts au sein du périmètre ICPE.
- points d'écoute : 5 points d'écoute en milieu forestier et 5 en milieu dans de périmètre ICPE ainsi que 5 points supplémentaires au sein d'un buffer d'un kilomètre autour du périmètre ICPE. AU total 15 points d'écoute aléatoires sont suivis.
- prospections opportunistes afin de couvrir l'ensemble des habitats présents au sein du périmètre ICPE et déterminer la diversité globale d'espèces présentes sur site

La fréquence des suivis est annuelle en phase de construction et d'exploitation au droit de l'air d'étude immédiate. Lors de la fermeture du Site à T0, ces suivis sont réalisés à raison d'un passage tous les ans de T0 à T+5, tous les 2 ans de T+5 à T+15 puis tous les 6 ans de T+15 à T+30.

Pour les mammifères :

Le suivi s'effectue pas la pose de pièges photographiques dans les habitats forestiers au sein du périmètre ICPE (3 pièges), dans les habitats ouverts ou semi-ouverts du périmètre ICPE (3 pièges), dans les habitats forestiers dans un buffer d'un kilomètre autour du périmètre ICPE (3 pièges) et au sein des zones forestières de l'aire d'étude élargie, à priori non impactés par le projet (3 pièges).

Ces suivis sont réalisés en phase de travaux, d'exploitation et post-exploitation. Des relevés botaniques sont également effectués lors de cette dernière phase afin de tenter de faire un lien entre l'évolution de la végétation et celle des communautés de mammifère.

Des suivis sont également attendu pour les espèces de gibiers à l'aide de pièges photographiques au sein des zones de quiétude, ainsi qu'en périphérie du site afin de déterminer les déplacements de ces espèces.

La fréquence des suivis est annuelle en phase de construction et d'exploitation au droit de l'air d'étude immédiate. Lors de la fermeture du Site à T0, ces suivis sont réalisés à raison d'un passage tous les ans de T0 à T+5, tous les 2 ans de T+5 à T+15 puis tous les 6 ans de T+15 à T+30.

Pour les reptiles :

Le suivi de ce taxon se fait essentiellement sur l'espèce protégée de boa canin. Toutefois, lors des suivis l'ensemble des espèces rencontrées sont identifiées et notées afin de découvrir ou non d'autres espèces protégées.

L'objectif de ce suivi est de mieux comprendre la manière dont réagi cette espèce aux aménagements du projet, d'étudier l'occupation du site par cette espèce et de s'assurer que la situation de l'espèce est pérenne au sein de l'air d'étude. Enfin, ce suivi permet de rendre compte du temps nécessaire à l'espèce pour utiliser les continuités écologiques qui sont créées dans le cadre du projet.

Ces suivis sont réalisés en phase de travaux, d'exploitation et post-exploitation. Des prospections nocturnes sont réalisées 2 fois par an. Une cartographie des zones prospectée et des individus observés est réalisée.

Pour la flore :

Les suivis flore ont pour objectif d'évaluer les incidences réelles du projet sur les populations de l'espèce protégée *Habenaria longicauda* et d'attester de l'efficacité des mesures d'évitement et de réduction mises en places et d'adapter ces dernières en conséquences.

Ils permettent d'étudier la dynamique des populations de cette espèce et de s'assurer que la situation de l'espèce est pérenne au sein de l'air d'étude.

Ces suivis sont réalisés en phase de travaux, d'exploitation et post-exploitation. Le protocole mis en place consiste en un échantillonnage de l'ensemble des stations d'*Habenaria longicauda* sur l'aire d'étude, localisation GPS des stations, comptage absolu des individus. La surface d'échantillonnage correspond aux dimensions de chaque station, c'est-à-dire à chaque peuplement continu d'*Habenaria longicauda*.

Les prospections se concentrent également sur la recherche de nouvelles stations et leur suivi est ajouté aux suivis ultérieurs.

La fréquence des suivis est annuelle en phase de construction et d'exploitation au droit de l'air d'étude immédiate. Lors de la fermeture du Site à T0, ces suivis sont réalisés à raison d'un passage tous les ans de T0 à T+5, tous les 2 ans de T+5 à T+15 puis tous les 6 ans de T+15 à T+30.

Pour l'ichtyofaune :

Le suivi s'effectue par deux types de prospection : par la pêche et par l'utilisation de l'ADNe et cela aux 5 points mentionnés au 3.5.3 du présent arrêté.

La fréquence des suivis est annuelle en phase de construction et d'exploitation au droit de l'air d'étude immédiate. Lors de la fermeture du Site à T0, ces suivis sont réalisés à raison d'un passage tous les ans de T0 à T+5, tous les 2 ans de T+5 à T+15 puis tous les 6 ans de T+15 à T+30.

M.S.02 : Suivi des surfaces revégétalisées

Afin de s'assurer de l'efficacité des mesures en faveur de la flore et des habitats des suivis doivent être réalisés prenant en compte l'état initial de la végétation, un suivi de la végétation (individus replantés, espèces se développant de façon spontanée dont les espèces exotiques envahissantes, suivi de la colonisation du site par la faune). Un tableau détaillé des mesures de gestion appliquées doit être réalisé et transmis au service instructeur. Le suivi a lieu tous les ans pendant 5 ans, puis tous les deux ans de T+5 à T+15 et enfin tous les 5 ans de T+15 à T+30. A chacune de ces échéances, un bilan doit être transmis au service instructeur avant le 31 mars.

4.3.3 Durée de réalisation et mesures de contrôle

La présente dérogation autorise à déroger à l'interdiction de destruction, altération ou dégradation des sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées, à l'interdiction de destruction d'animaux d'espèces animales protégées dans le cadre du projet d'exploitation minière, et ce durant toute la durée de vie du projet sous réserve de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi prévues à l'article 4.3.2 du présent arrêté.

La mise en œuvre des dispositions définies au chapitre 4.3.2 mesures d'atténuation des impacts sur le milieu naturel du présent arrêté peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du Code de l'environnement.

4.3.4 Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est puni des sanctions définies notamment à l'article L. 415-3 du Code de l'environnement

4.4 Suivi des mesures

La mise en œuvre des mesures définies au chapitre 4 fait l'objet d'un rapport transmis annuellement et au plus tard au 31 mars de chaque année au service Paysages, Eau et Biodiversité, et au service en charge de l'inspection des installations classées de la DGTM Guyane.

5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

5.1 Limitation des niveaux de bruit

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h	Période de nuit : de 22 h à 7 h
--	--	--

	(sauf dimanches et jours fériés)	(ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

5.1.3 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5.2 Limitation des émissions lumineuses

L'exploitant met en œuvre les mesures prévues à l'article 4.3.2, mesure d'atténuation M.R.05.

5.3 Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage sont mis en place en tant que de besoin.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

6.1 Conception des installations

6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment/ local	Dispositions constructives		
	toiture	Murs	Portes et planchers
Magasin de produits chimiques	Broof (t3)	REI 120	REI 60

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.1.2 Désenfumage

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisés soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

6.1.3 Organisation des stockages

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité maximale	Rétention
Zone de stockage carburant usine	Liquides inflammables	Quantité maximale de 128 m ³ (3 cuves de 41 m ³ et 1 cuve tampon de 5 m ³)	Cuves double paroi Aire de stockage sur rétention
Zone de stockage carburant base vie	Liquides inflammables	Quantité maximale de 58 m ³ (2 cuves de 11 m ³ , 1 cuve de 6 m ³ et une cuve de 30 m ³)	Cuves double paroi Aire de stockage sur rétention
Stockage des huiles et graisses atelier	Huiles hydrauliques	Quantité maximale de 5 m ³ (25 fûts de 200 L)	Aire de stockage sur rétention
Stockage produits chimiques usine	Cyanure solide Fûts de 50 kg Cyanure liquide en solution de NaCN à 22% cuve métallique Sulfate de cuivre Sacs de 25 kg Chaux (Ca(OH) ₂) Big-bag 500 kg Métabisulfite de sodium Sacs de 25 kg Charbon actif Big-bag 500 kg Floculant Sacs de 25 kg Soude (NaOH) Sacs de 25 kg	Stocks de cyanure de sodium pur solide : 10 tonnes Solution de NaCN à 22 % : 8 t Sulfate de cuivre : 10t Déchets dangereux : emballages souillés.	Aire de stockage sur rétention
Stockage de gaz	Stockage en bouteille	Oxygène : 297 m ³	
		Butane : 353,5 kg	
		Azote : 128,2 kg	
		Acétylène : 90 m ³ + 25 m ³	
		Argon-méthane : 37,2 m ³	

6.1.4 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux réglementations et aux normes applicables.

L'exploitant assure la vérification et la maintenance des dispositifs de protection contre la foudre.

6.1.5 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation dispose en permanence d'un accès permettant à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'installation est dotée de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

6.1.6 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'ensemble du bâtiment de l'usine est implanté sur une surface étanche formant une rétention. Les cuves de mise en solution disposeront également de manière individuelle d'une rétention. Les canalisations contenant des produits dangereux seront identifiées, et leur intégrité sera vérifiée de manière régulière.

L'exploitant dispose :

- de rétentions de capacité suffisante pour assurer le stockage des liquides polluants.
- d'une rétention d'un volume de 550 m³ associée aux cuves stockant la pulpe cyanurée dans l'usine CIL.
- de kits antipollution et de barrages flottants permettant de circonscrire tout déversement accidentel.

6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

L'usine est équipée de détecteurs de HCN asservis à une alarme. En cas de dépassement du seuil de 10 mg/m³, la procédure d'urgence décrite dans l'étude de danger est déclenchée.

L'état géotechnique des digues des parcs à résidus est suivi deux fois par an par un bureau d'études compétent en la matière. L'exploitant met en œuvre les recommandations et préconisations qui en découlent.

6.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

L'exploitant rédige la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément de mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau spécifique sur bache à incendie de 180 m³ destinée à l'extinction et accessible en toutes circonstances ;
- des prises de raccordement conformes permettant de fournir un débit de 60 m³/heure.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément au référentiel en vigueur.

L'exploitant présente sous 3 mois la solution retenue pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie et le planning de mise en œuvre associé.

6.3.2 Organisation

L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers au plus tard six mois après la notification du présent arrêté.

La stratégie incendie dans sa version présentée dans l'étude de danger, partie 8, chapitre 2.1, qui prévoit un recours aux moyens de services d'incendie et de secours est approuvée. Une partie des salariés sont formés à la lutte contre l'incendie.

6.4 Prévention des accidents liés au vieillissement

Les installations et équipements de type cuve ou rétention mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité.

Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection conformes aux dispositions des articles [2 à 8] de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.

7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

7.1 Prévention et gestion des déchets

Les déchets produits sont entreposés dans l'établissement dans des conditions qui ne présentent pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour els populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Le plan de gestion des déchets extractifs, défini à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susvisé, est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

Ce plan est transmis au préfet.

7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	15 01 (autre que 15 01 10*)	Autres emballages
	16 01 99	Utilitaires mécaniques (pièces souillées)
	16 01 (17 à 20)	Métaux ferreux et non ferreux, matières plastiques et verre provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien des véhicules)
	01 03 99	Déchets métalliques issus du broyeur
	16 01 03	Pneus usagés
	15 01 01	Emballages en papier/carton
	15 01 02	Emballages en matières plastiques
	15 01 03	Emballages en bois (palettes)
	20 03 01	Déchets ménagers et assimilés en mélange
	20 03 04	Boues de fosses septiques
	20 02 01	Déchets verts
	01 03 06	Résidus miniers
Déchets dangereux	13 01 10*	Huiles hydrauliques usagées
	13 02 05*	Huiles moteur, de boîtes de vitesses et de lubrification usagées
	13 05 01*	Déchet solide provenant de séparateur eau/hydrocarbures
	15 01 10*	Fûts métalliques usagés
	15 01 10*	Conteneurs vides de cyanure de sodium
	15 01 10*	Sacs vides de chaux éteinte
	15 01 10*	Bidons vides d'acide chlorhydrique
	15 01 10*	Conteneurs vides de soude
	15 01 10*	Conteneurs de charbon actif usagé
	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses
	16 01 07*	Filtres à huile
	12 01 12*	Graisses usagées
	16 06 01*	Batteries hors d'usage, piles

7.3 Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	5 t
Déchets dangereux	10 t

7.4 Gestion des déchets reçus par l'installation

L'exploitant n'est pas autorisé à recevoir de déchets d'un tiers.

8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

8.1 Conception et suivi des digues

8.1.1 Localisation des digues

Le site comprend 12 digues :

Nom de la digue	Type
César Sud Est 1 (CSE1)	filtrante
César Sud Est 2 (CSE2)	filtrante
César Sud Est 3 (CSE3)	imperméable
César Sud Est 2l (CSE2L)	imperméable
César Sud Est 4 (CSE4)	filtrante
César Sud Est 5 (CSE5)	imperméable
Ovide 1	imperméable
Ovide 2	imperméable
César 1	imperméable
César 2	imperméable
Digue D2	imperméable
Digue D6	imperméable

Les digues sont localisées sur le plan de masse en **Annexe 1**.

8.1.2 Conception des digues

La conception des nouvelles digues ainsi que la réhausse des digues existantes sont réalisées selon une étude géotechnique fournie par un bureau d'étude spécialisé. Cette étude, ainsi que la réception des ouvrages, sont validées par un tiers.

La construction des nouvelles digues se fera dans le respect des prescriptions de la conception ou en cas d'adaptation, ces dernières seront validées par un bureau d'étude spécialisé, notamment en ce qui concerne l'implantation, la géométrie, la provenance et la nature des matériaux constituant le corps du remblai et des dispositifs d'étanchéité-drainage.

Elles disposent d'un système d'évacuateur de crues.

8.1.3 Suivi de la conception

Digues perméables

La conception de ces ouvrages vise à limiter les poussées sur la digue en retenant les résidus. Des éperons drainants traversant la digue sont installés.

Digues étanches

Les digues étanches font l'objet d'une purge de l'ensemble des matériaux, jusqu'à l'atteinte du substratum saprolitique. Une clé d'étanchéité est réalisée sous la digue. Ces points font l'objet d'une validation par un contrôle géotechnique extérieur.

Un ancrage latéral est réalisé au niveau de la zone saprolitique sur une distance d'au moins 1,5 m de chaque côté de la digue.

Les ouvrages comprennent une semelle drainante garantissant l'absence de saturation du corps de digue.

8.1.4 Surveillance des ouvrages

Dispositifs de surveillance

Pour chacune des digues du site, l'exploitant met en place les dispositifs de surveillance suivants :

- un réseau de piézomètres visant à déterminer la ligne de saturation ;
- un inclinomètre par digue, sur le côté aval.

Les digues filtrantes sont équipées :

- de 2 piézomètres implantés conformément aux recommandations de l'INERIS. Ils sont munis d'un dispositif permettant de prévenir leur colmatage ;
- d'un inclinomètre en bordure aval de la digue implanté conformément aux recommandations de l'INERIS ;
- d'un alignement de repères topographiques installés en bordures aval de la crête de chaque digue.

Les digues étanches sont équipées :

- de 2 piézomètres implantés conformément aux recommandations de l'INERIS ;
- d'un inclinomètre en bordure aval de la digue implanté conformément aux recommandations de l'INERIS ;
- d'un alignement de repères topographiques installés en bordures aval de la crête de chaque digue.

La fréquence minimale de contrôle des dispositifs de surveillance est la suivante :

- le suivi des bornes d'alignement topographique (valeur de nivellement) : hebdomadaire
- le suivi des inclinomètres : hebdomadaire
- la mesure des niveaux d'eau dans les piézomètres : hebdomadaire
- le levé topographique des digues : semestriel

Pour les digues Ovide 1, 2 et 3, et César Sud Est 1, 2, 3, 4 et 5, l'exploitant établit un protocole de surveillance à destination du personnel en charge du suivi des digues, conformément à l'expertise INERIS de 2024.

Surveillance quotidienne

La surveillance quotidienne doit être matérialisée sur un registre laissé à disposition de l'inspection des installations classées et doit permettre de relever :

- la date, les conditions météorologiques et les conditions d'exploitation ;
- les indices de mouvements en crête, sur les parements et en pied de remblai ;
- les indices de percolations sur le parement et en pied de remblai.

Toute anomalie relevée lors de la surveillance quotidienne doit être suivie par l'intervention d'un géotechnicien.

Surveillance hebdomadaire

La surveillance hebdomadaire doit être matérialisée sur un registre laissé à disposition de l'inspection des installations classées et doit permettre de relever :

- le niveau de surnageant relevé sur une échelle limnimétrique ;
- les volumes amenés et pompés ;
- le suivi de la pente des remblais ;
- la surveillance des canaux de dérivation ;
- les travaux d'entretien effectués ;
- la mesure du niveau d'eau au niveau des piézomètres et le suivi des inclinomètres ;
- les incidents et dysfonctionnements du bassin ou ceux de l'exploitation ayant des implications au niveau du bassin (système d'amenée et de pompage par exemple) et leur traitement.

Toute anomalie relevée lors de la surveillance hebdomadaire doit être suivie par l'intervention d'un géotechnicien.

Surveillance semestrielle

Une revue semestrielle doit être réalisée par un bureau d'études extérieur. Elle doit permettre notamment de contrôler :

- le bon état général des digues ;
- la vérification de la pente des digues et la vérification des inclinomètres ;
- l'éventuel mouvement des ouvrages par repères ou relevés topographiques ;
- le suivi régulier des digues par l'exploitant.

Les rapports sont communiqués une fois par an à l'inspection des installations classées.

8.2 Bassins de stockage des résidus décyanurés

8.2.1 Conception des bassins

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures aux parcs à résidus César Sud Est, un fossé extérieur de collecte, dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un évènement pluvieux de fréquence centennale, est mis en place autour de chacun des parcs à résidus.

Les 7 fossés de colature sont disposés conformément au plan en **Annexe 1**.

8.2.2 Caractéristiques principales des parcs

	Parc à résidu	Hauteur de la digue aval après réhausse	Surface du bassin	Volume maximal de résidus décyanurés stocké

T0 à T+5	César Sud Est 1	12 m	17 800 m ²	À T0 261 000 m ³
	César Sud Est 2	12 m	24 100 m ²	
	César Sud Est 3	6 m	4 800 m ²	
	César Sud Est 4 (création)	14 m	43 500 m ²	
	César Sud Est 5	6 m	30 000 m ²	
	Digue CSE 2L	3 m		
T+5 à T+10	César Sud Est 1	12 m	17 800 m ²	761 000 m ³
	César Sud Est 2	12 m	24 100 m ²	
	César Sud Est 3	noyée	4 800 m ²	
	César Sud Est 4	20 m	169 563 m ²	
	César Sud Est 5	6 m	30 000 m ²	
	CSE 2L	3 m		
T+10 à T+12	César Sud Est 1 et 2	12 m	41 900 m ²	1 507 000 m ³
	César Sud Est 3 et 4	20 m	119 100 m ²	
	César Sud Est 5	6m	30 000 m ²	
	CSE 2L	8 m		

8.2.3 Exploitation des bassins de stockage des résidus décyanurés

L'abandon, le rejet et le dépôt non contrôlé des déchets d'extraction sont interdits. Les zones de stockage de déchets sont exploitées de façon à assurer leur stabilité et en particulier à éviter les glissements profonds, les écroulements de parois, l'érosion par sape du pied, les ravinements.

8.2.4 Caractérisation des rejets gravimétriques et des résidus décyanurés

Deux fois par an, l'exploitant procède à la caractérisation physico-chimique et géotechnique des rejets gravimétriques et des résidus décyanurés produits afin de vérifier leur conformité aux prévisions développées dans le plan de gestion des déchets.

Les rejets gravitaires doivent être caractérisés lors de chaque changement de gisement.

8.3 Unité modulaire de traitement du minéral

8.3.1 Conception

Le bâtiment est implanté sur une aire étanche et formant rétention.

Les cuves de mise en solution de la solution cyanurée disposent également de manière individuelle d'une rétention.

8.3.2 Surveillance

L'exploitant met en place des détecteurs fixes du paramètre cyanure d'hydrogène dans l'atelier de production, dans la zone de destruction du cyanure et dans le local de stockage du cyanure. Ces dispositifs sont positionnés judicieusement, en prenant notamment en compte les ventilations éventuelles.

En cas de dépassement du seuil de 5 mg/m^3 de cyanure d'hydrogène, une alarme se déclenche, provoquant :

- l'évacuation du personnel vers les points de rassemblement ;
- l'arrêt de l'alimentation de l'usine (alimentation en minerai, cyanure, charbon actif, air comprimé...)
- l'arrêt du broyeur à boulet.

Seuls l'agitation des cuves et le système de régulation du pH sont maintenus.

L'ensemble du process de cyanuration dispose d'une alimentation de secours, en cas de perte de l'alimentation principale.

L'alimentation en cyanure et en soude est automatisée.

8.3.3 Canalisations

Les canalisations contenant des produits dangereux sont identifiées. Leur intégrité est vérifiée de manière régulière, avec une fréquence mensuelle, et les données de suivi sont consignées et mises à disposition de l'inspection des installations classées.

8.4 Local de fusion

8.4.1 Conception du local de fusion

Les surfaces au sol et les plans de travail sont conçus de manière à ne pas retenir le mercure, notamment par le respect des dispositions suivantes :

- pour le sol : un ragréage en béton recouvert d'une peinture époxydique remontant de 30 cm sur les murs ;
- pour les surfaces chaudes : établi métallique ;
- pour les surfaces froides : revêtement polyuréthane ou époxy ;
- pour les murs : peinture lessivable.

En tout état de cause, les surfaces poreuses (carrelage, bois, etc) sont interdites.

8.4.2 Récupération du mercure

Afin de récupérer le mercure susceptible de se répandre sur le sol, un fleurage de soufre du sol du local sera réalisé. Le soufre éventuellement contaminé sera balayé de façon hebdomadaire et immédiatement remplacé par du soufre neuf.

Afin de limiter la dispersion du mercure, des sabots spécifiques seront utilisés pour l'accès au local. Ces sabots sont enfilés à chaque entrée dans le local et quittés à chaque sortie.

Les billes de mercure constituées sont récupérées systématiquement dès qu'elles sont vues.

Le mercure métallique récupéré par les diverses techniques de récupération sera stocké à l'extérieur du local de travail. Le stockage sera fait dans des récipients en acier ou pour les petites quantités en verre si possible armé.

La quantité de mercure est limitée à 1 à 2 kg dans chacun des récipients. Il sera procédé régulièrement à l'élimination des récipients contenant du mercure, au minimum tous les deux mois.

8.4.3 Décontamination du local fusion

L'exploitant doit fixer les conditions de réalisation et de périodicité de la décontamination de l'ensemble des surfaces.

Les installations de ventilation sont conçues de la manière suivante :

- captage des vapeurs au-dessus des fours ;
- traitement des vapeurs ;
- maintien d'un léger flux d'air (ventilateur à vitesse réduite) en dehors des phases de fonte.

Les équipements de protection individuelle respiratoire doivent être utilisés chaque fois que le mercure est susceptible d'être présent et notamment pendant les phases de décontamination et de manipulation de mercure métallique. Les cartouches filtrantes seront de type HgP3, bande rouge et blanche.

8.5 Transport de produits chimiques

Le cyanure de sodium est transporté par voie terrestre, et fluviale, dans le respect des prescriptions suivantes :

- respect de la réglementation en vigueur concernant le transport de matières dangereuses, et notamment l'accord ADR ;
- réalisation du transport par du personnel formé aux transports de matières dangereuses ;
- disposer de kit d'intervention en cas de déversement ;
- les produits dangereux doivent être conditionnés dans des contenants numérotés, hermétiques, étanches et insubmersibles.

Le déchargement est réalisé sur une aire étanche, formant rétention.

9 RAPPORT ET BILANS ANNUELS

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites si elle existe.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées ses émissions et ses transferts de polluants et de déchets tel que défini dans l'arrêté ministériel

du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et de déchets.

10 DISPOSITIONS FINALES

10.1 Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

10.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Cayenne :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

10.3 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Saint-Elie et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Elie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir le conseil municipal de Saint-Elie et le conseil municipal de Sinnamary ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Guyane pendant une durée minimale de quatre mois.

10.4 Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de Guyane, le Directeur général des territoires et de la mer de Guyane, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Saint-Elie et à la société Auplata Mining Group.

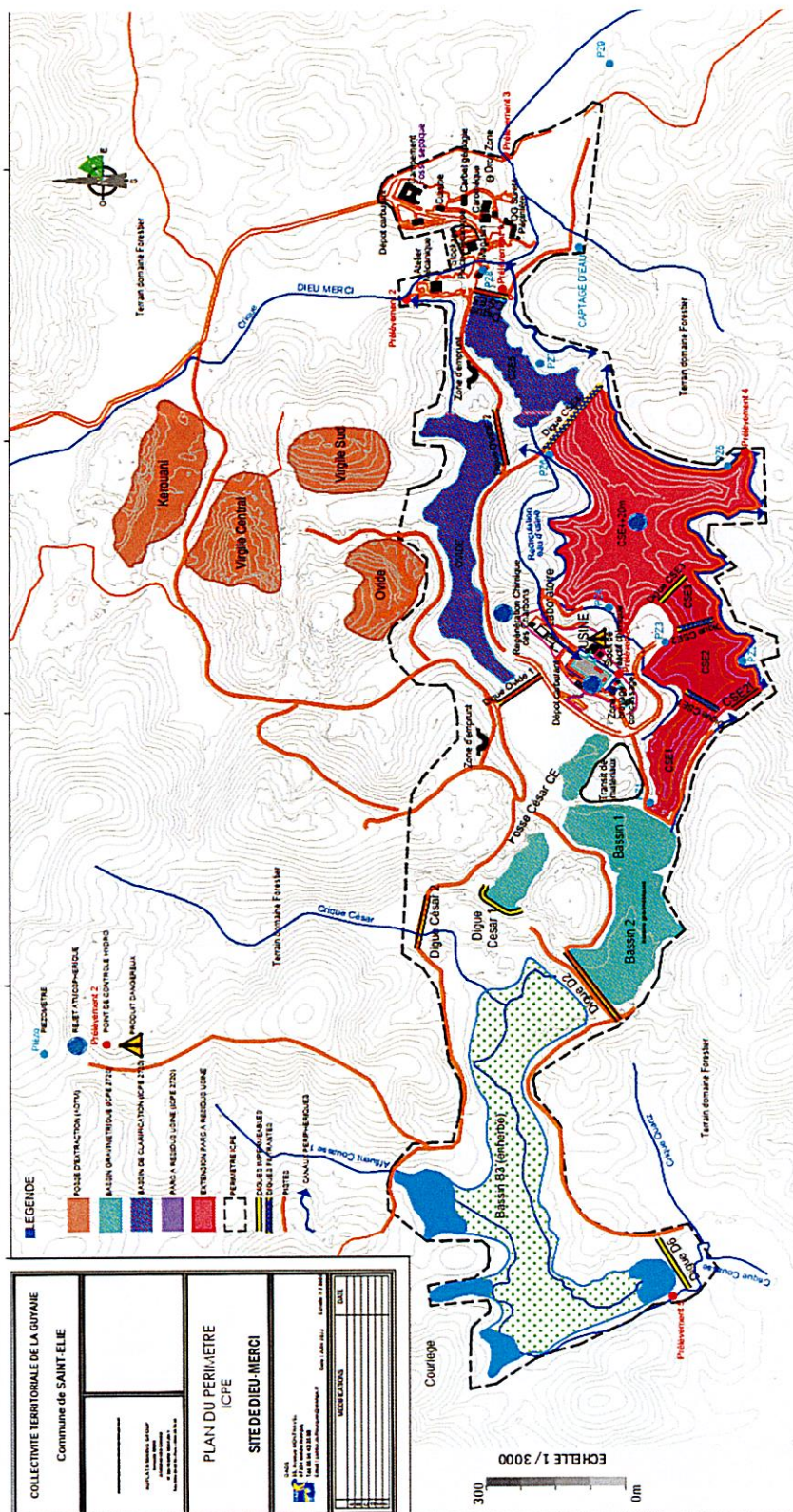
Cayenne, le 27 DEC 2024

Le préfet,




Antoine POUSSIER

Annexe 1



VU pour être annexé à l'arrêté

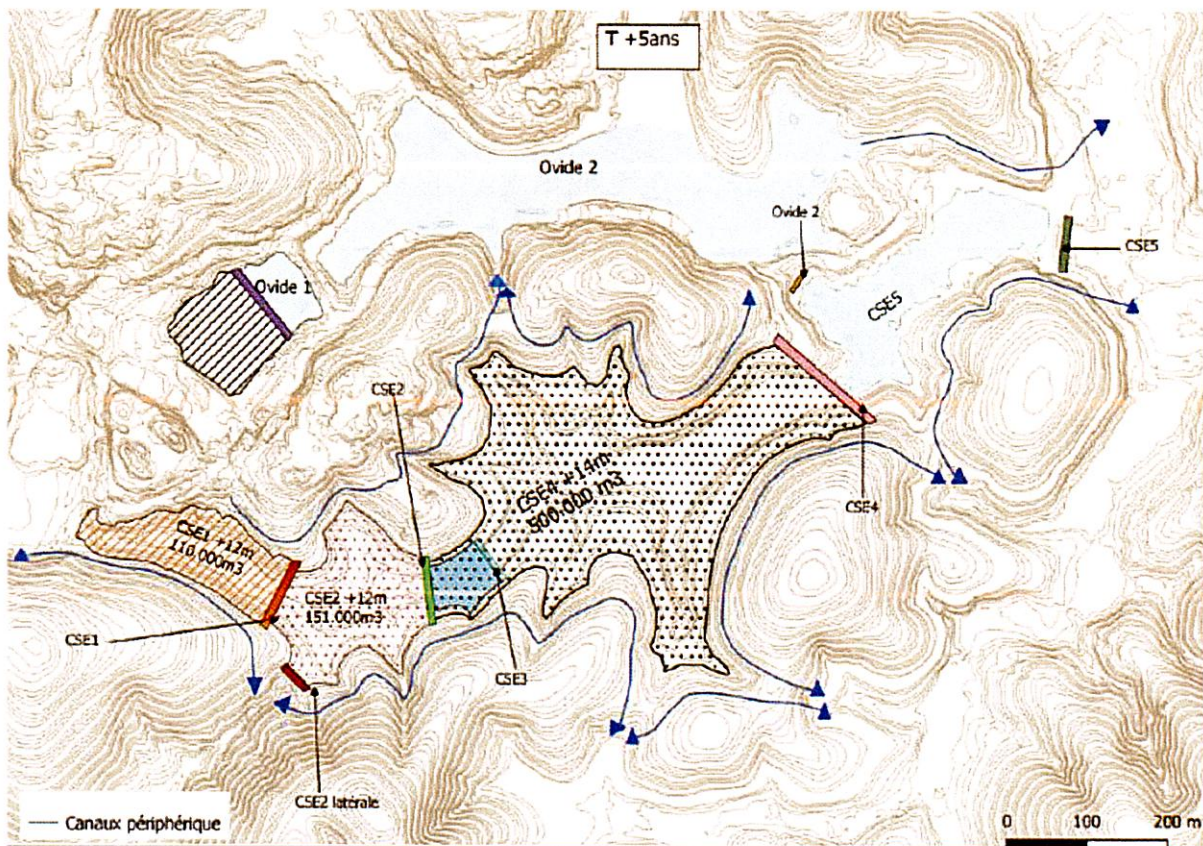
n°R03-2024-12-27-00002

du 27 DEC 2024



Le préfet,

Antoine **POUSSIER**_{43/51}



Circulation des eaux de ruissellement

VU pour être annexé à l'arrêté

n° R03-2024-12-27-00002

du 27 DEC 2024

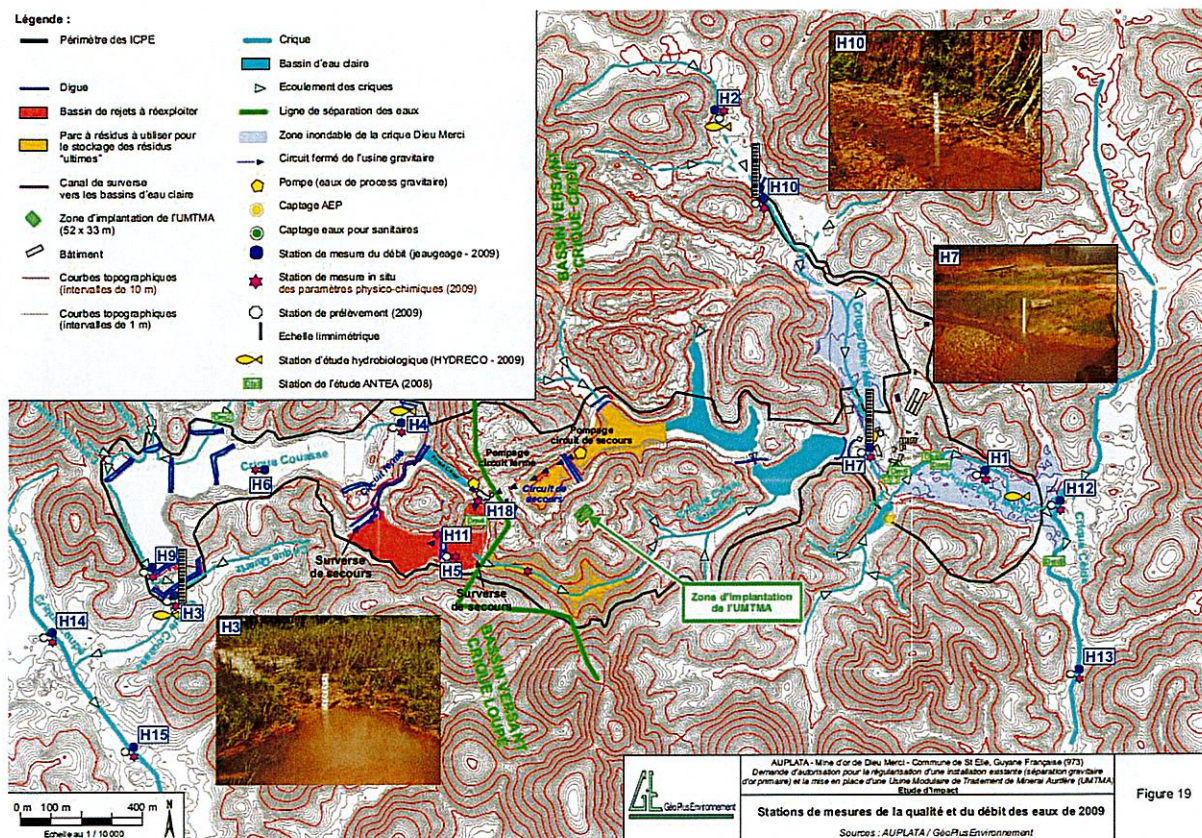
Le préfet,



[Signature]

Antoine POUSSIER

Annexe 2



Points de prélèvements des eaux de surface

VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

du

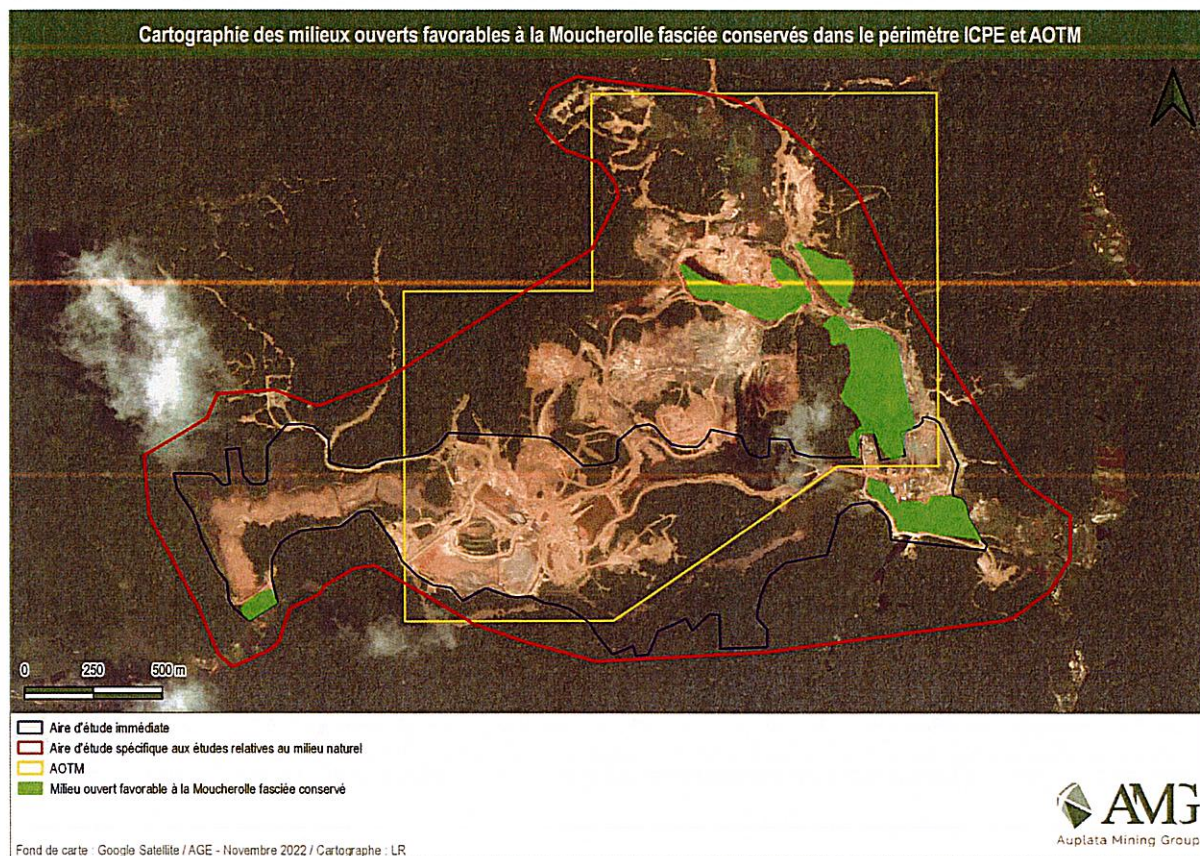
27 DEC 2024



Le préfet,

Antoine POUSSIER

Annexe 3



Cartographie des milieux favorables à la moucherolle fasciée

VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

du 27 DEC 2024

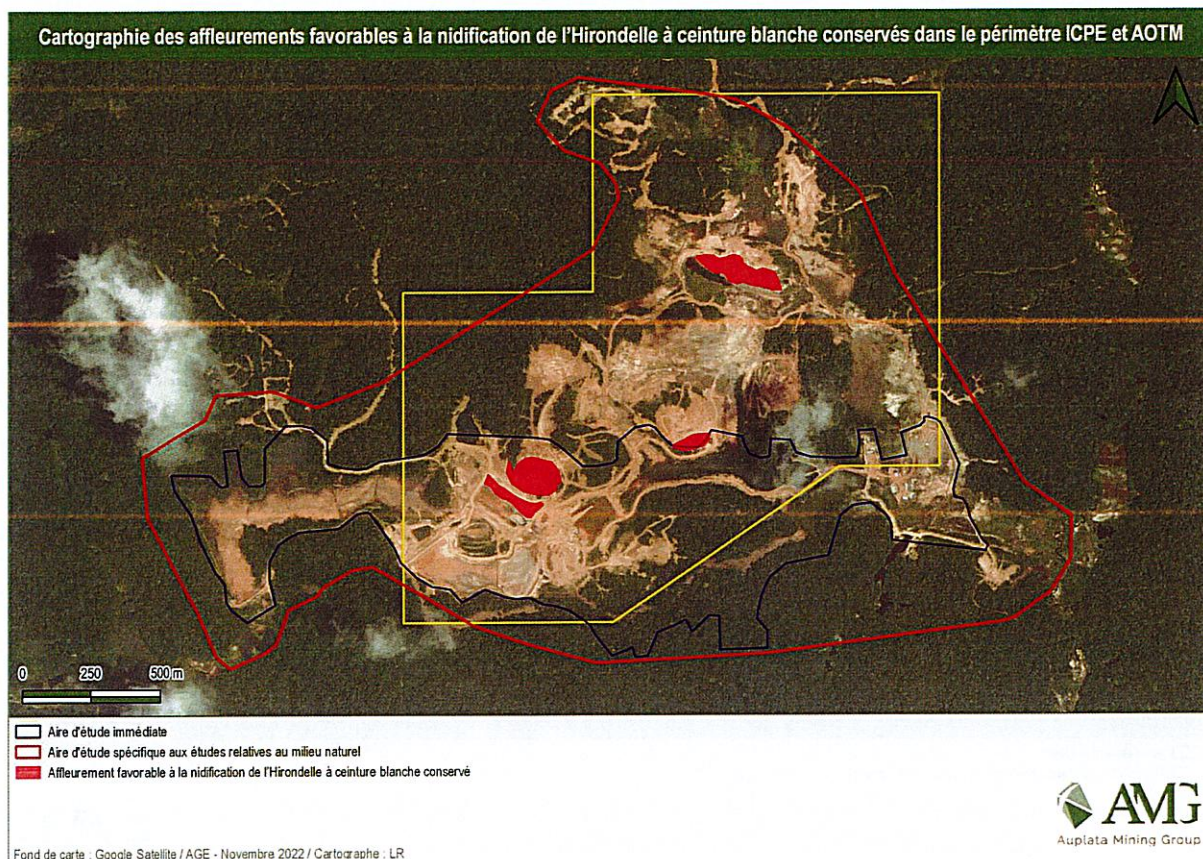
Antoine POUSSIER



Le préfet,

Antoine POUSSIER

Annexe 4



Cartographie des milieux favorables à l'hirondelle à ceinture blanche

VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

du 27 DEC 2024

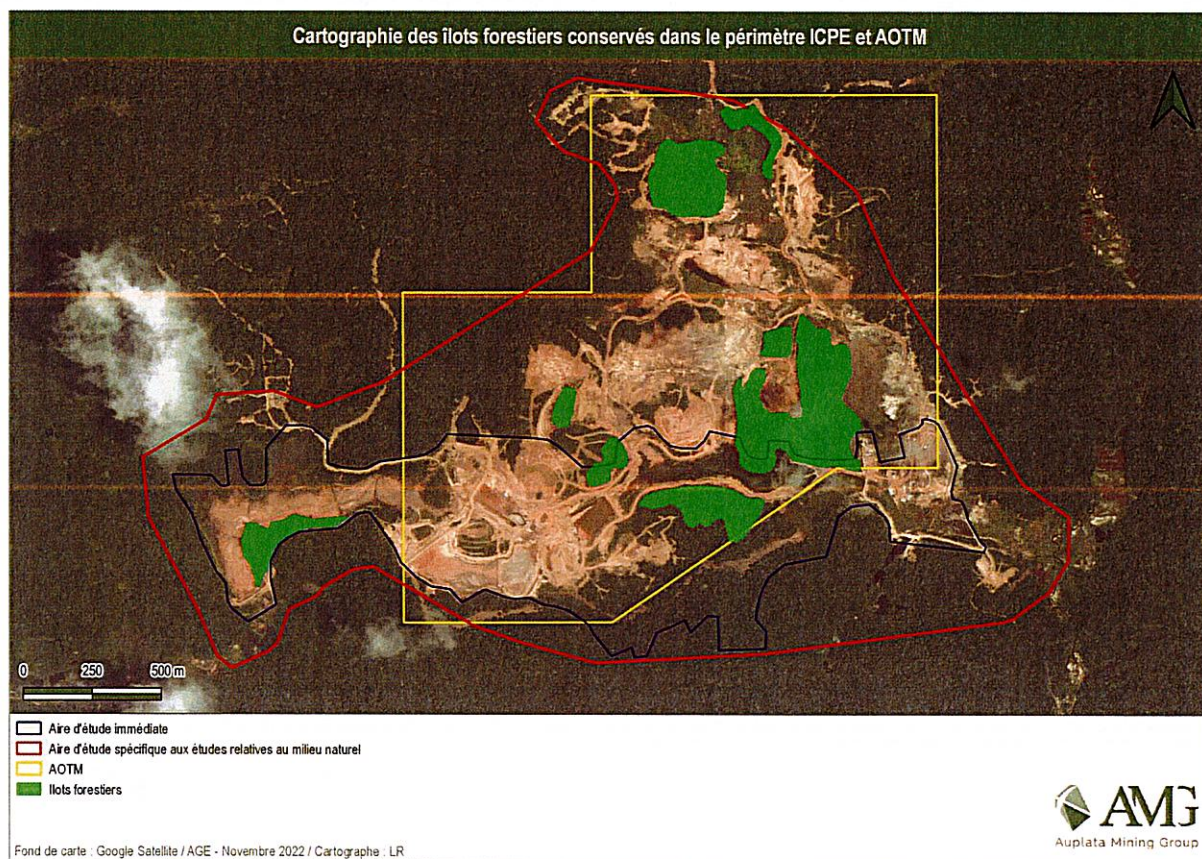
Antoine POUSSIER



Le préfet,

Antoine POUSSIER

Annexe 5



Îlots forestiers

VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

du

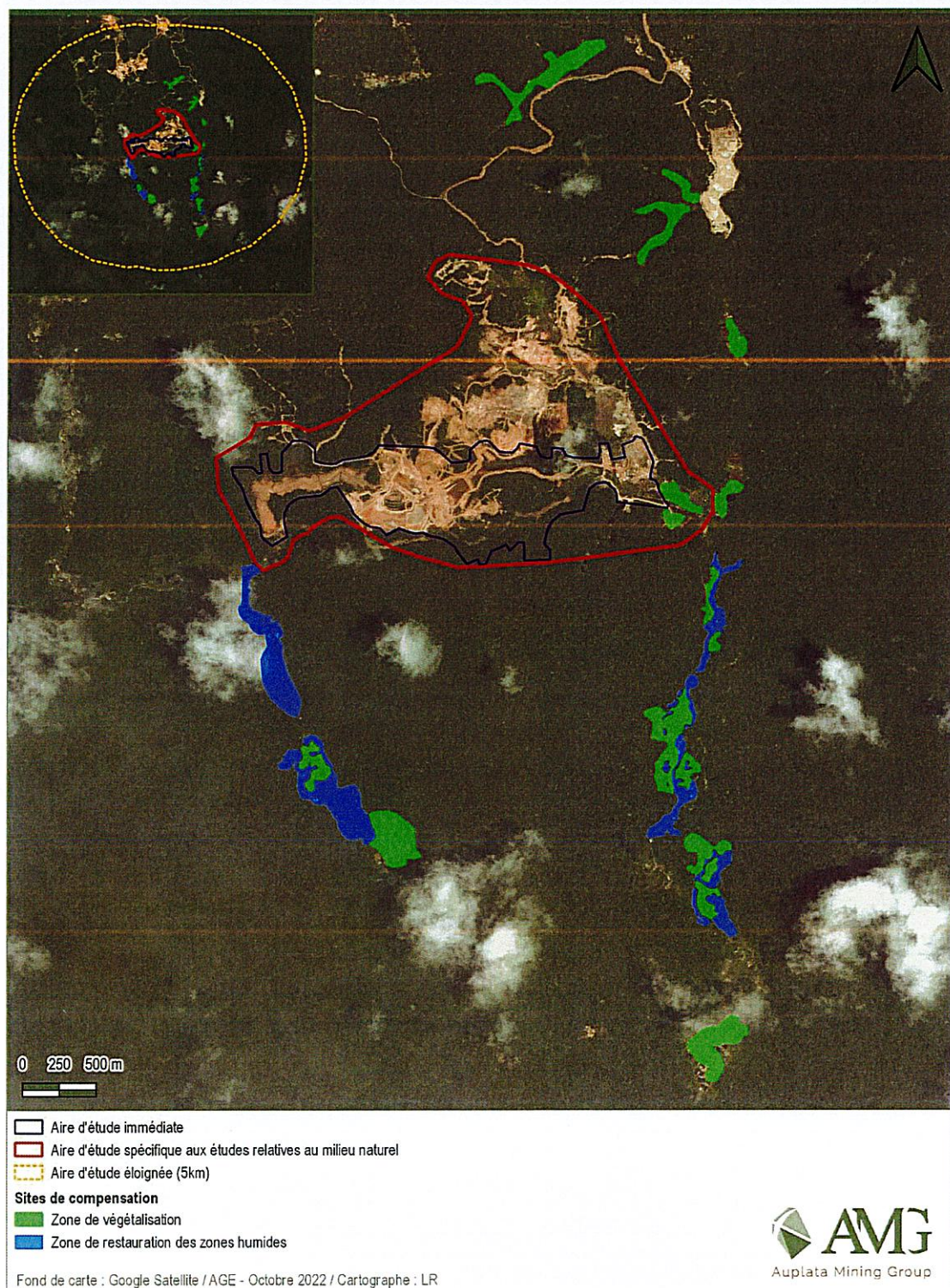
27 DEC 2024



Le préfet,

Antoine POUSSIER

Annexe 6



Cartographie des criques Loupé et Céide

VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

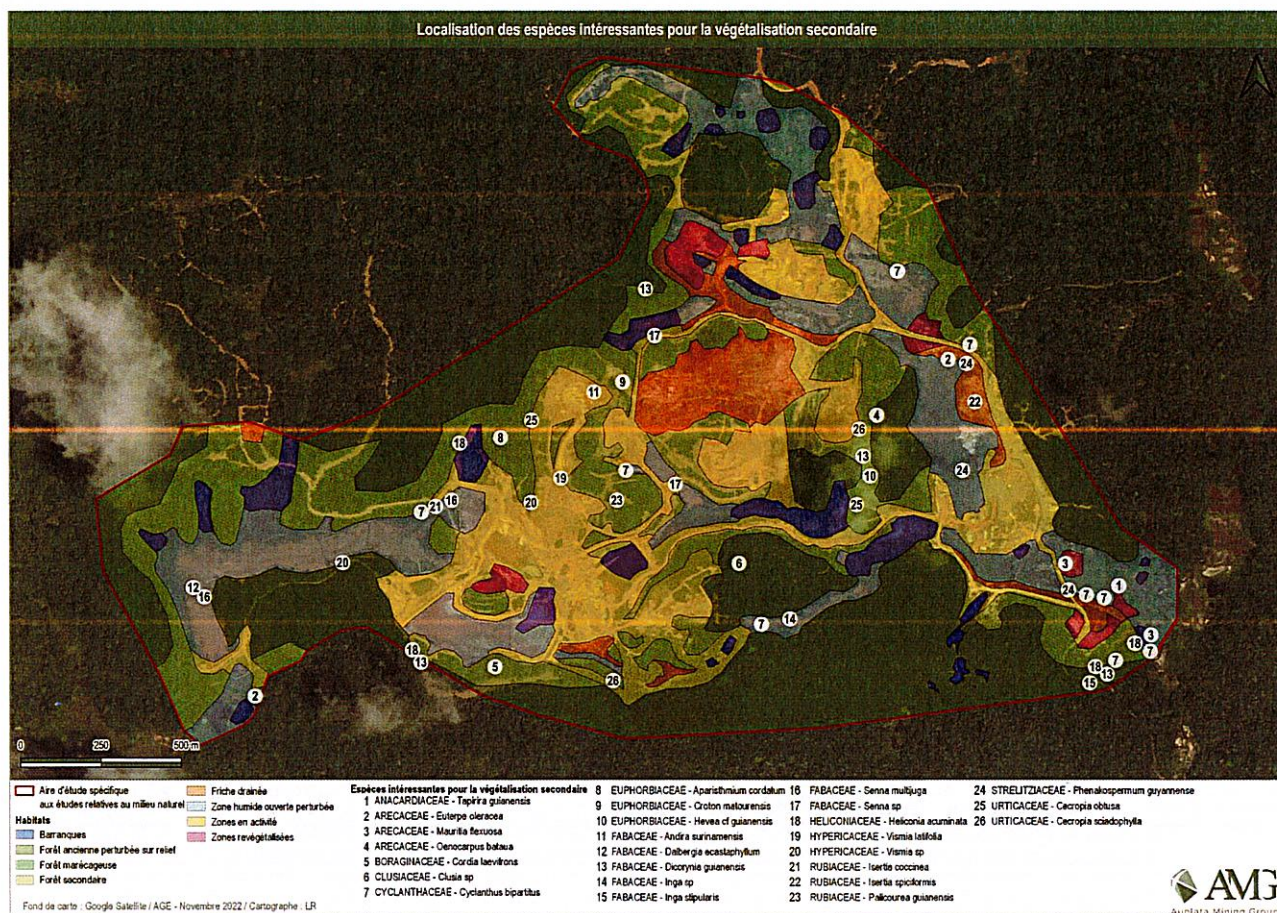
du 27 DEC 2024



Le préfet,

A handwritten signature in blue ink, likely belonging to Antoine Poussier.

Antoine POUSSIER



VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

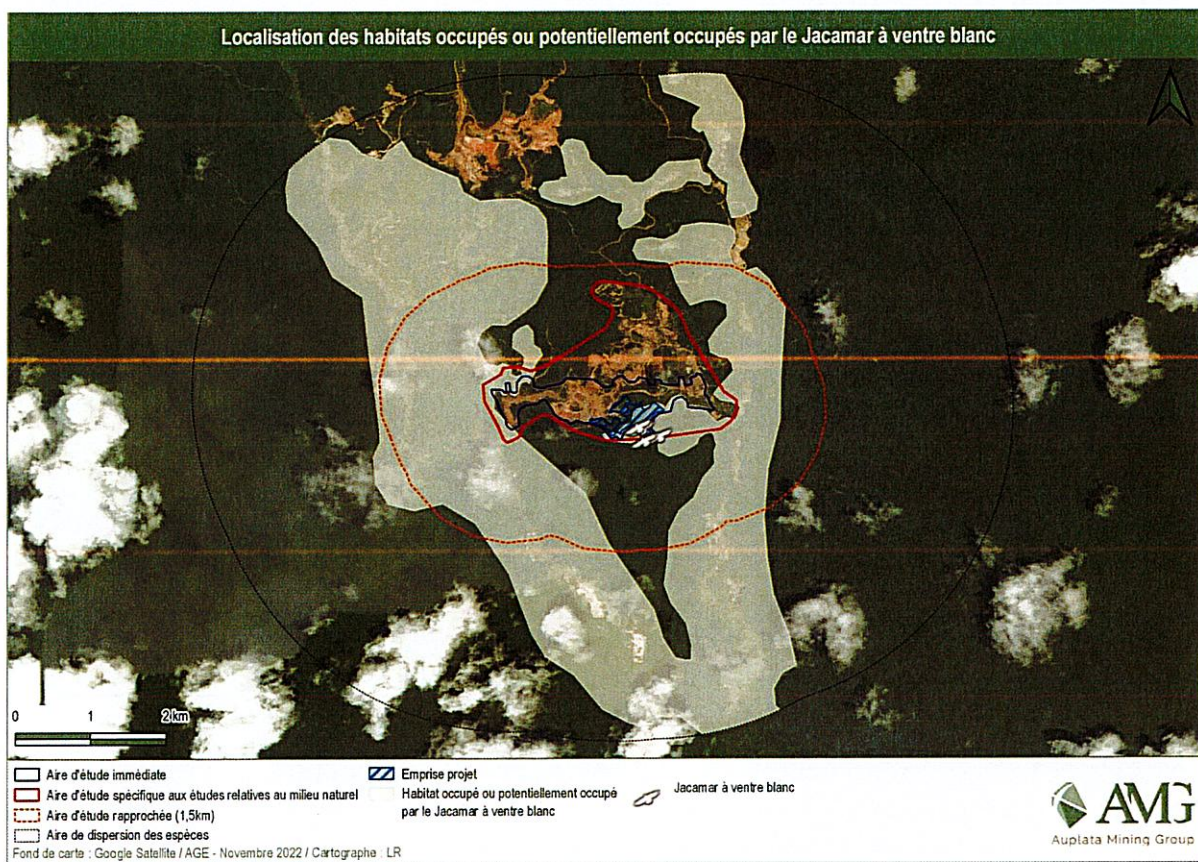
du 27 DEC 2024



Le préfet,

Antoine POUSSIER

Annexe 7



Habitats du jacamar à ventre blanc

VU pour être annexé à l'arrêté

n°R03-2024-12-27-00002

du 27 DEC 2024



Le préfet,

Antoine POUSSIER



AMERICAN ANTIQUARIAN SOCIETY